

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 18/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NORVAL

Z.I. Le Bois de la Mare
76480 Berville-Sur-Seine

Références : 2025.09.T.530.SB/ChH
Code AIOT : 0005800310

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/09/2025 dans l'établissement NORVAL implanté Z.I. Le Bois de la Mare 76480 Berville-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à la visite d'inspection du 24 février 2025, l'inspection avait mis en évidence 4 non-conformités réglementaires. La société NORVAL, situé ZI le Bois de la Mare à Berville-sur-Seine a été mise en demeure, par arrêté préfectoral du 15 avril 2025 de respecter les dispositions des articles 3.1.1, 4.6, 4.8 et 4.15 annexées à l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2005, notamment :

- sous un délai d'un mois de procéder à la réparation d'une fuite dans la station d'épuration ACTIBIO, au nettoyage du hangar n°3 du process Tripter, à la remise en état du portique de détection de la radioactivité ;
- sous un délai de 3 mois de lever les non-conformités issues de la vérification des installations électriques du 2 septembre 2024 et de transmettre un nouveau rapport Q18 conforme, et de transmettre le certificat de conformité du portique de détection de la radioactivité.

De plus, le site a fait l'objet d'un départ de feu le 10 juillet 2025 au matin sur un tas de broyats de plastiques non dangereux sans conséquences extérieures au site (peu de fumée, et peu d'eau d'extinction).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORVAL
- Z.I. Le Bois de la Mare 76480 Berville-sur-Seine
- Code AIOT : 0005800310
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est autorisé, par arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2005 modifié (par arrêté préfectoral du 29 février 2016) à exploiter des installations de transit, de tri, de valorisation et de broyage de déchets d'équipements électriques et électroniques et métalliques et autres matières recyclables.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 29/02/2016, article 4.13.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Rapport d'incident	Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 2.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Prévention des pollutions	AP de Mise en Demeure du 15/04/2025, article 1	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu à l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 avril 2025 en réparant la fuite dans la station d'épuration ACTIBIO, en dépoussiérant le hangar n°3, en remettant en état le portique de détection de la radioactivité et en transmettant un nouveau rapport Q18 conforme concernant les installations électriques du site.

Aussi, l'inspection propose à monsieur le Préfet, la levée de la mise en demeure susvisée .

De plus, suite à la visite d'inspection du 24 février 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection les rapports de contrôles métrologiques sur les appareils (débitmètre et thermomètre) justifiant de leur bon état de fonctionnement, l'inspection peut désormais proposer également à monsieur le Préfet, la levée de la mise en demeure du 19 novembre 2024.

Enfin, il est attendu de la part de l'exploitant dans les délais indiqués, la transmission des consignes écrites préalables à toute opération de broyage de plastiques sur le site, la mise hors tension de la machine de tri optique des plastiques, la transmission du prochain rapport d'intervention de maintenance préventive sur le système de détection incendie et le rapport Q7 associé ainsi que le rapport de vérification des installations électriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/02/2016, article 4.13.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification du système de détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/02/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 26/04/2025
Prescription contrôlée : <p>Le site dispose d'un système de détection incendie avec alarme et report d'alarme pour tous les hangars, les machines et cabines de tri, la station de traitement des eaux, les armoires électriques, les TGBT, les transformateurs ainsi que les bureaux administratifs.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis par courrier du 28 juillet 2025, les dates d'intervention sur le système de détection incendie devant se tenir les 22 et 23 septembre 2025. L'exploitant explique avoir passé la commande depuis avril (échange mél à l'appui) et que le délai d'intervention du bureau de contrôle a été relativement long car il nécessite la mise à disposition d'une nacelle. Toutefois, il précise que le capteur non fonctionnel dans le hangar n° 3 n'a plus son utilité et sera déposé. Le bureau de contrôle avait également confirmé dans son mél du 28 février 2025 que la totalité des détecteurs fonctionnait.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p><u>Demande n° 1 :</u> l'exploitant doit au plus tard sous un délai d'un mois transmettre à l'inspection le rapport d'intervention sur le système de détection incendie. Il transmettra également à l'inspection dès réception, le prochain rapport d'intervention de maintenance préventive et le rapport Q7 associé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/07/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 22/08/2025
Prescription contrôlée : <p>Les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code l'environnement devront être déclarés dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées conformément aux dispositions de l'article 38 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.</p>
Constats : <p>Par courrier du 28 juillet 2025, l'exploitant a transmis le bon de livraison du déchet de PAM (petits appareils électroménagers) permettant de confirmer la non-dangérosité du déchet, notamment l'absence de retardataire de flammes bromées (RFB).</p> <p>Il a également transmis le registre de contrôle et des relevées de température du tas à l'origine du départ de feu jusqu'à son évacuation le 16 juillet 2025, afin de prévenir toute reprise de feu.</p> <p>L'inspection constate que l'alvéole a été nettoyée et que le tas brûlé a été évacué dans une filière d'élimination dûment autorisée, preuve à l'appui le bordereau de suivi de déchets du 17 juillet 2025 relatif à 28,24 tonnes de déchets dangereux comprenant environ 200 kg du tas brûlé selon les dires de l'exploitant.</p> <p>L'exploitant indique avoir effectué un prélèvement le 22 juillet 2025 sur les rejets aqueux avant rejet dans le milieu naturel en même temps que le contrôle inopiné effectué ce même jour. L'exploitant présente ses résultats d'analyse qui ne relèvent pas de dépassement aux valeurs limites d'émission, ce qui est confirmé par les résultats d'analyse du contrôle inopiné.</p> <p>L'inspection constate également que le regard de collecte des eaux pluviales du site a été nettoyé et qu'un filtre a été installé pour récupérer les morceaux de plastiques. L'exploitant précise que les filtres sont nettoyés au moins une fois par semaine.</p> <p>Les actions retenues par l'exploitant pour éviter un nouvel incendie au niveau du broyeur sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- équiper le broyeur d'un arrosage lors de chaque campagne,- mettre en place la lance sur le poteau incendie à proximité de l'opération de broyage. <p>L'exploitant envisage également à long terme d'installer des caméras thermiques voire de détection de flamme sur son site pour prévenir tout départ de feu.</p> <p>Le jour de la visite, les deux poteaux incendie avec mise en place des lances à incendie, situés à proximité des tas de plastiques ont été testés avec succès par l'exploitant.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p><u>Demande n°2 :</u> l'exploitant doit au plus tard sous un délai d'un mois rédiger et transmettre à l'inspection les consignes à mettre en place au préalable à toute opération de broyage de plastiques sur son site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/04/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, pollution accidentelle
Prescription contrôlée : La société NORVAL (n°AIOT : 0005800310), dont le siège social est situé Z.I. Le Bois de la Mare 76480 BERVILLE-SUR-SEINE, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 3.1.1, 4.6, 4.8 et 4.15 annexées à l'arrêté préfectoral du 1 ^{er} juillet 2005 susvisé, dans les délais indiqués. Ces prescriptions seront réputées respectées si l'exploitant : <u>Sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté:</u> <ul style="list-style-type: none">◦ procède à la réparation de la fuite sur le filtre de la station d'épuration ACTIBIO et au nettoyage des caniveaux et de la fosse équipée des 2 pompes auto-amorçantes dans le hangar n°3 ;◦ procède au nettoyage de la poussière accumulée dans le hangar n°3 afin de prévenir tout danger d'incendie et d'explosion ;◦ transmet à l'inspection la commande signée de remise en état du portique de détection de la radioactivité ; <u>Sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :</u> <ul style="list-style-type: none">◦ lève l'ensemble des 15 non-conformités relevées dans le rapport Q18 de vérification des installations électriques ;◦ transmet à l'inspection des installations classées un compte rendu de contrôle périodique concluant que les installations électriques ne peuvent pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion ;◦ met en place et transmet à l'inspection un plan d'actions correctives pour lever l'ensemble des 137 observations mises en évidence dans le compte rendu de vérification périodique des installations électriques du 2 septembre 2024 en définissant une cinétique de résolution adaptée à chaque observation selon son niveau de gravité ;◦ transmet à l'inspection le certificat de conformité du portique effectué par un organisme agréé.
Constats : L'inspection constate qu'il n'y a plus de fuite dans la station d'épuration Actibio, le filtre à sable a été remplacé le 5 juin 2025 selon les dires de l'exploitant, preuve à l'appui la facture d'achat transmise à l'inspection par courriel du 28 juillet 2025. L'inspection constate : <ul style="list-style-type: none">- la présence d'une pompe de relevage installée dans le regard de rétention à l'entrée de la station d'épuration destinée à rejeter les eaux en tête de process (bassin d'eaux « propres ») en cas de débordement et/ ou fuite importante ;- que les caniveaux et la fosse équipée des deux pompes auto-amorçantes dans le hangar n°3 où se situe le process TRIPTER (tri des plastiques par flottaison) ont été nettoyés, preuve à l'appui le bon d'intervention d'une société de curage spécialisée les 23 et 24 avril 2025. Les déchets issus du nettoyage ont été vidés dans la fosse « eaux sales » de la Step ACTIBIO du site pour traitement,- que le process Tripter (tri des plastiques par flottaison) est à l'arrêt, les bassins sont vides depuis le début d'année selon les dires de l'exploitant,- que des extincteurs sont soit mal positionnés soit inaccessibles dans le hangar n°3: après la visite,

l'exploitant a déplacé et rendu accessibles les extincteurs justifié par la transmission d'une photographie par courriel du 2 septembre 2025.

L'inspection constate que les opérations de nettoyage de poussières dans le hangar n°3 ont débuté, notamment le boîtier de commande de désenfumage a été dépoussiéré. L'exploitant précise que ces opérations nécessitent la location d'une nacelle pour atteindre les câbles et haut du bâtiment, dont l'intervention est programmée du 8 au 12 septembre, preuve à l'appui le devis du 16 juillet 2025. Après la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 12 septembre des photographies justifiant du dépoussiérage des bardages et chemin de câbles du hangar n°3.

L'inspection constate que l'installation de tri optique des plastiques est en défaut et toujours sous tension, alors que la machine n'est plus utilisée selon les dires de l'exploitant. L'exploitant précise qu'elle permet d'alimenter en courant la machine X-pert de tri des plastiques bromés.

Par courrier du 28 juillet 2025, l'exploitant a transmis le bon de commande du portique remplacé le 23 avril 2025 accompagné du certificat de conformité du 23 avril 2025 concluant que le portique est désormais fonctionnel et conforme.

L'exploitant a également transmis par courriel du 20 juin 2025, le nouveau rapport Q18 du 27 mai 2025 concluant désormais que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. L'exploitant a également transmis son plan d'actions correctives avec priorisation selon le niveau de gravité des observations relevées dans le rapport de vérification des installations électriques du 2 septembre 2024, accompagné d'un bon de commande du 21 juillet 2025 auprès d'un électricien.

Le jour de la visite, l'inspection constate dans le plan d'actions qu'il reste 89 observations à lever dont certaines seront levées du 8 au 12 septembre par l'électricien selon les dires de l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 3 : l'exploitant doit **au plus tard sous un délai de 2 mois** mettre hors tension la machine de tri optique des plastiques et permettre l'utilisation de la machine process X-pert (tri par rayon X) dans le hangar n°3 indépendamment de la machine de tri optique.

Demande n° 4 : l'exploitant doit **au plus tard sous un délai de 2 mois** terminer de lever la totalité des 89 observations relevées dans le dernier contrôle des installations électriques du 2 septembre 2024. Il doit également effectuer une nouvelle vérification de ses installations électriques dont le rapport sera transmis à l'inspection dès réception.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois